

COMBLER LES BESOINS EN ÉNERGIE DU CANADA (2020)

Institut économique de Montréal

Rapport de recherche

Septembre 2020



© 2020 Ipsos. Tous droits réservés. Contient des renseignements confidentiels et exclusifs d'Ipsos. Ne peut être divulgué ou reproduit sans le consentement écrit préalable d'Ipsos.



SOMMAIRE

- L'économie et l'emploi est le deuxième plus important enjeu pour les Canadiens. Sans surprise en temps de pandémie, la santé demeure l'enjeu le plus important.
- Plus d'un tiers des Canadiens classent les changements climatiques parmi les trois enjeux les plus importants. Lorsqu'on leur demande combien ils seraient prêts à payer en taxes supplémentaires afin de lutter contre les changements climatiques, 61 % affirment ne pas être en mesure de payer plus ou être prêts à le faire. Ceux qui affirment être en mesure de payer sont prêts à y consacrer moins de 40 \$ de plus par mois.
- La moitié des Québécois estiment que leur province devrait exploiter ses propres ressources pétrolières, ce qui représente une hausse de 5 points par rapport à l'année dernière. La proportion des Québécois qui préférerait recourir à l'importation pour combler les besoins énergétiques de la province demeure stable à 26%, alors qu'un autre quart ne sait pas quelle solution est la meilleure. Si le Québec doit continuer d'importer le pétrole, 7 Québécois sur 10 préféreraient que les importations proviennent de l'Ouest canadien au lieu d'autres pays.
- La moitié des Canadiens continue d'estimer que les oléoducs représentent le moyen de transport le plus sécuritaire pour le pétrole, bien que cette proportion ait chuté parmi les résidents de la Colombie-Britannique. Le quart des Canadiens ne sait pas quel est le moyen de transport le plus sécuritaire, une proportion similaire à l'année dernière.
- Presque deux tiers des Canadiens sont d'avis qu'il est plus difficile de faire approuver un projet de pipeline au Canada que dans d'autres pays producteurs de pétrole.

Méthodologie



Les résultats présentés sont issus d'un sondage Ipsos mené pour le compte de l'Institut économique de Montréal.



Un échantillon de 1 150 Canadien(ne)s âgé(e)s de 18 ans ont été interrogés en ligne du 20 au 23 août 2020.



Une pondération a été appliquée afin de s'assurer que la composition de l'échantillon est représentative de l'ensemble de la population, selon les données de recensement.



La précision des sondages en ligne est mesurée au moyen d'un intervalle de crédibilité en raison de la nature non-probabiliste de l'échantillon. Dans le cas présent, les résultats sont précis à plus ou moins 3,5 points de pourcentage (19 fois sur 20) de ce qu'ils auraient été si tous les Canadiens avaient pris part au sondage.



Un suréchantillonnage de répondants du Québec (n = 400) a été utilisé pour permettre une analyse plus précise des questions qui étaient posées uniquement dans cette province. Toutefois, cette proportion a été pondérée à la baisse pour les statistiques rapportées à l'échelle nationale.



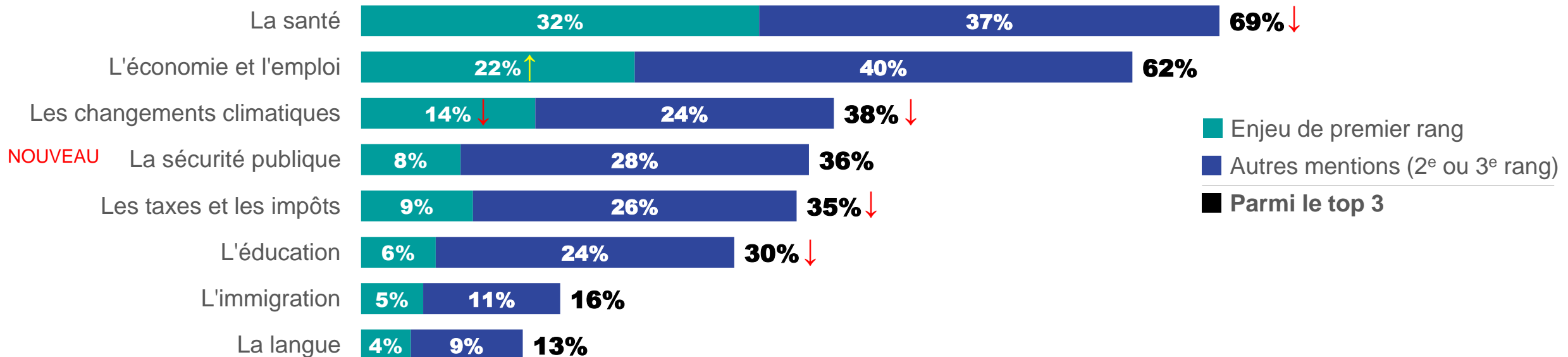
Certaines questions posées dans ce sondage ont également été posées lors d'une vague précédente, tenue auprès de 1 003 Canadien(ne)s âgé(e)s de 18 ans ou plus du 22 au 25 novembre 2019. Les résultats comparatifs sont présentés dans ce rapport.

Enjeux les plus importants pour les Canadiens

Environ sept Canadiens sur dix (69 %, -8 par rapport à 2019) voient la santé comme étant un des trois enjeux les plus importants pour eux. Le tiers (32 %, -3) des répondants le considèrent comme étant l'enjeu le plus important, une proportion qui passe à 48 % parmi ceux ayant 55 ans ou plus (-5).

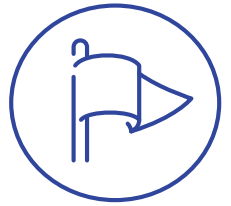
L'ajout d'une nouvelle option cette année (« la sécurité publique »), ainsi que l'arrivée de la COVID-19 ont naturellement mené à une baisse de pourcentages sur la plupart des enjeux, notamment les changements climatiques (-13), les taxes et les impôts (-9) et l'éducation (-7). L'économie et l'emploi figurent encore parmi les préoccupations principales des Canadiens : 62 % (+2) les nomment parmi leurs trois principales préoccupations et 22 % les classent au premier rang de leurs préoccupations (+4). Les résidents de l'Alberta restent les plus susceptibles de placer l'économie au premier rang de leurs préoccupations (30 %, -4).

Un répondant sur sept (14 %) considère les changements climatiques comme leur principale préoccupation, une baisse de 6 points de l'an dernier.



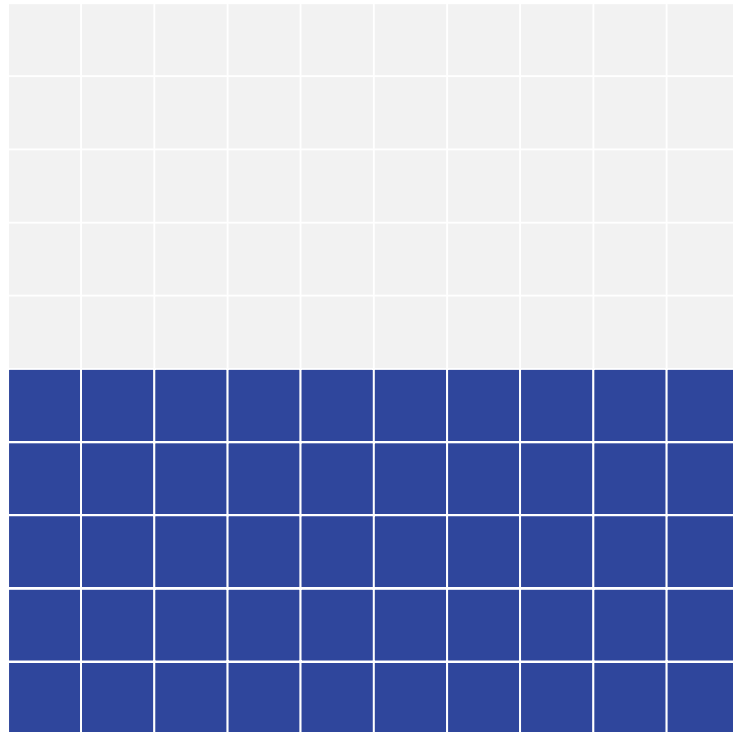
Q1. Quels sont les enjeux les plus importants pour vous présentement? S'il vous plaît, classer par ordre de priorité.
Base: Tous les répondants en 2020 (n=1150) et 2019 (n=1003)

Continuer d'importer du pétrole ou exploiter ses propres ressources?



Québec
seulement

Attitudes sur l'approvisionnement en pétrole au Québec



50%

Exploiter ses propres
ressources pétrolières

2019: 45%

26%

Continuer d'importer 100%
du pétrole dont il a besoin

2019: 26%

24%

Je ne sais pas

2019: 28%

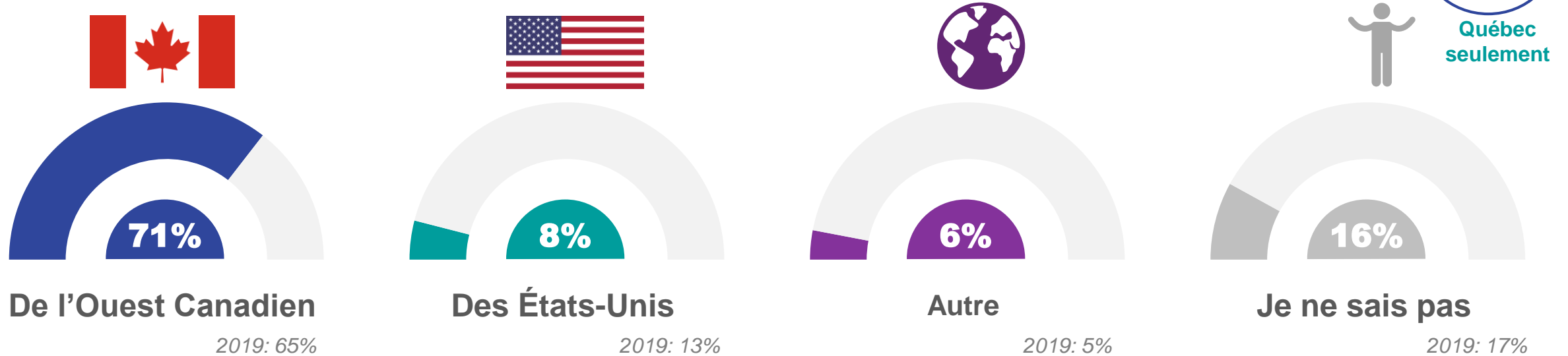
La moitié (50 %) des Québécois estiment que leur province devrait exploiter ses propres ressources pétrolières plutôt que d'importer tout le pétrole qu'elle consomme. Ceci représente une hausse de 5 points depuis l'année dernière. Comme l'année précédente, le quart (26 %) des répondants estiment que la province devrait continuer d'importer du pétrole. Cette proportion est particulièrement élevée chez les hommes (32 %).

Le reste des répondants québécois (24 %) ne savent pas. Les femmes sont plus enclines à ne pas se prononcer sur cette question (32 %).

Q2. Actuellement, le Québec doit importer (de l'Ouest canadien ou de l'étranger) tout le pétrole qu'il consomme. Selon vous, est-il préférable que le Québec exploite ses propres ressources pétrolières ou qu'il continue d'importer 100 % du pétrole dont il a besoin?

Base: Répondants au Québec en 2020 (n=400) et 2019 (n=400)

D'où importer du pétrole?

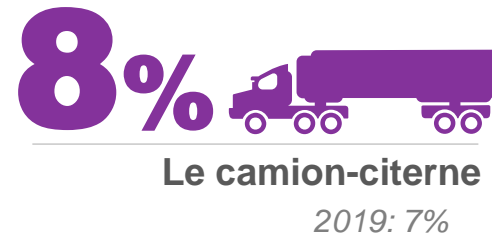
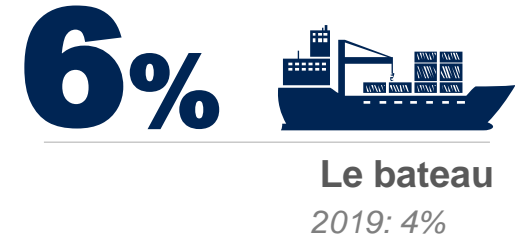
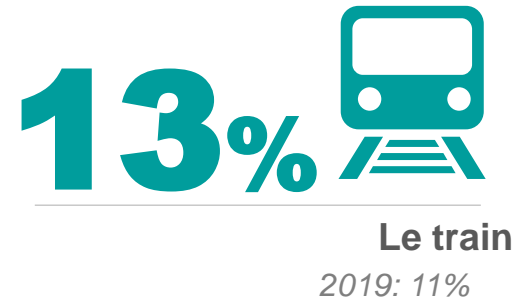


On remarque une hausse dans le pourcentage de Québécois qui expriment une préférence pour le pétrole canadien, ce qui est peut-être un reflet de la conjoncture géopolitique complexe que nous vivons en ce moment. Lorsqu'on demande aux Québécois d'où le pétrole importé par le Québec devrait provenir, une vaste majorité choisit l'Ouest canadien (71 %, +6).

Évidemment, une hausse dans la proportion qui favorisent l'importation du pétrole de l'Ouest canadien entrainerait aussi une baisse ailleurs. Seulement 8 % des Québécois préféreraient que l'importation provienne des États-Unis (-5) et seulement 6 % (+1), qu'elle provienne d'un autre pays.

Q3. À votre avis, est-il préférable que le pétrole importé de l'extérieur du Québec provienne...
Base: Répondants au Québec en 2020 (n=400) et 2019 (n=400)

Moyens de transport les plus sécuritaires pour le pétrole



Les perceptions des Canadiens concernant les moyens de transport les plus sécuritaires pour le pétrole demeurent stables. La moitié des Canadiens (49 %, -1) continue d'estimer que le pipeline/oléoduc représente le moyen de transport le plus sécuritaire. Les résidents de l'Alberta (77 %, +5) restent les plus enthousiastes par rapport à cette option, alors que ceux du Québec (41%) sont les moins favorables. Les résidents de la Colombie-Britannique (62 %, -15) sont beaucoup moins susceptibles de choisir cette option par rapport à l'année dernière. Les manifestations anti-oléoduc qui ont eu lieu dans cette province en début d'année pourraient expliquer ce résultat. Les hommes (57 %, +1) et les Canadiens de 55 ans et plus (64 %, -4) ont plus tendance à favoriser les pipelines comme moyen de transport le plus sécuritaire.

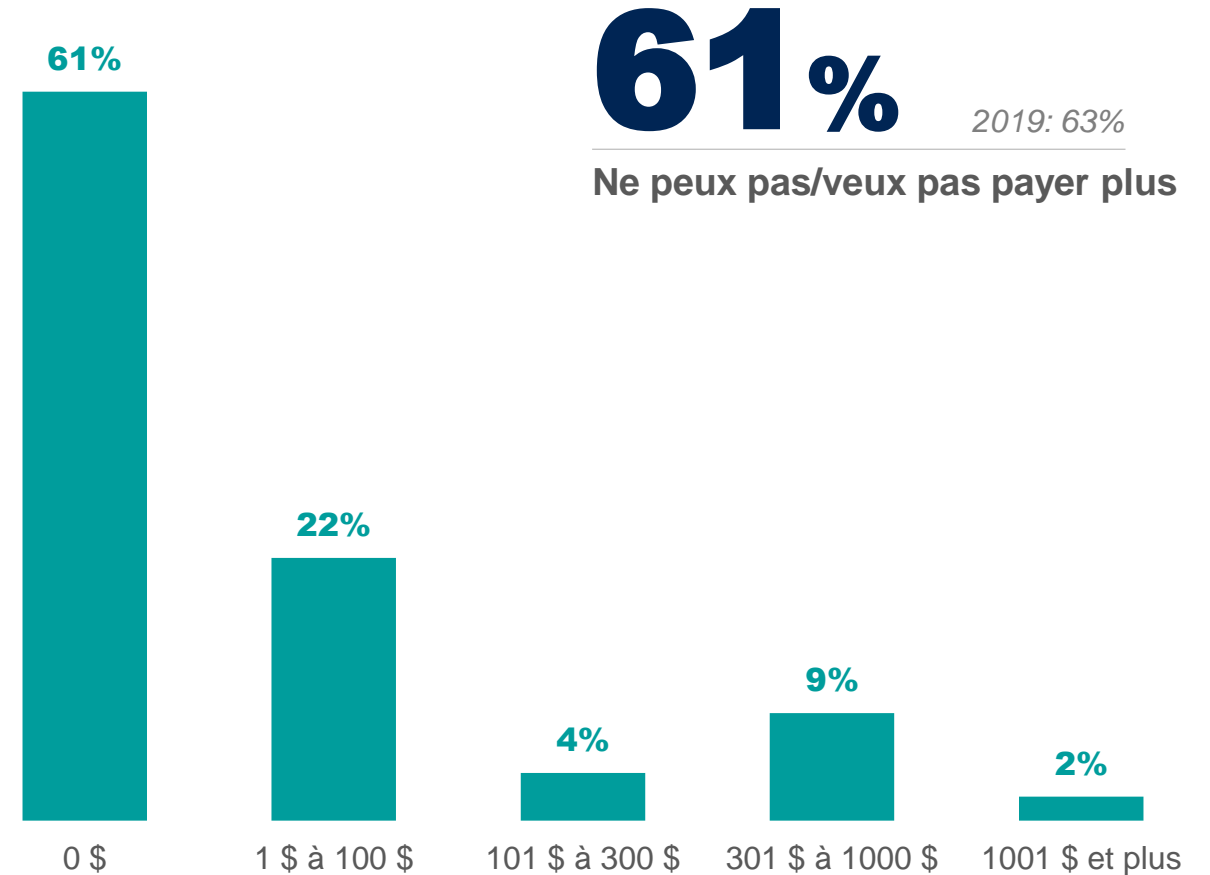
Tout comme l'année dernière, le train se classe au deuxième rang des moyens de transport les plus sécuritaires pour le pétrole (13 %, +2), suivi des camions-citernes (8 %, +1) et des navires (6 %, +2). Toutefois, le quart des Canadiens (25 %, -2) demeure indécis.

Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour combattre les changements climatiques?

Bien que les changements climatiques représentent l'enjeu le plus important pour 14 % des Canadiens et que plus du tiers des répondants le placent parmi les trois enjeux les plus importants, 61 % (-2) ne veut pas ou ne sont pas en mesure de payer davantage d'impôt pour contribuer à combattre les changements climatiques.

Parmi ceux qui se disent prêts à payer plus de taxes pour réduire leurs émissions de GES, moins de la moitié (44 %, +4) serait en mesure de payer plus de 100 \$ en taxes supplémentaires par année. Il n'y a pas de différences significatives entre les régions du pays.

Ceux ayant choisi les changements climatiques comme étant leur principale préoccupation continuent d'être prêts à joindre le geste à la parole. En moyenne, ils seraient prêts à payer 392 \$ de plus par année pour faire leur part pour l'environnement, mais ce montant ne représente que l'équivalent de moins de 33 \$ de plus par mois.



Est-il plus difficile de faire approuver un projet de pipeline au Canada que dans d'autres pays?

Presque deux tiers (63 %) des Canadiens sont d'accord avec l'idée qu'il est plus difficile de faire approuver un projet de pipeline au Canada que dans d'autres pays producteurs de pétrole. Ceci inclut 27 % qui se disent « tout à fait d'accord » et 36 % qui se disent « plutôt d'accord » avec cet énoncé.

La proportion des Canadiens qui sont d'accord (« tout à fait » ou « un peu ») grimpe à 81 % en Alberta, à 73 % en Colombie-Britannique et à 73 % parmi ceux qui considèrent l'économie comme leur principale préoccupation.

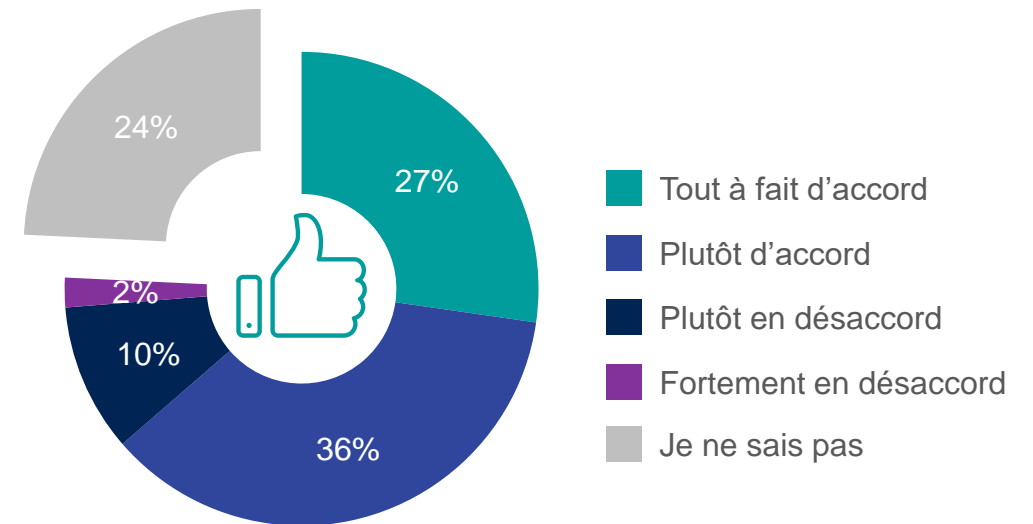
Plus d'un répondant sur 10 (13 %) est en désaccord avec l'idée qu'il est plus difficile de faire approuver un pipeline au Canada qu'ailleurs. Le quart (24 %) ne sait pas.

63%

D'accord

13%

En désaccord



Difficulté de faire approuver un pipeline au Canada

Q6. Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : « Il est plus difficile de faire approuver un projet de pipeline au Canada que dans les autres pays producteurs de pétrole » ?

Base: Tous les répondants (n=1150)

Votre équipe Ipsos

Sébastien Dallaire

*Premier vice-président, Ipsos Canada
Directeur général, Ipsos Québec*



Mitra Thompson

*Gestionnaire de projets sénior,
Affaires publiques*



Chris Chhim

*Gestionnaire de projets,
Affaires publiques*

